

Les développements clés dans la législation russe sur le travail et la migration en 2018

1 Les représentants des employés seront admis aux réunions des conseils d'administration

Depuis le 14 août 2018 les représentants des employés ont obtenu le droit de participer aux réunions du conseil d'administration de la société dans laquelle ils travaillent. La mise en œuvre efficace de ce droit dépend si la société a été établie par : (i) la loi fédérale ; (ii) les actes constitutifs de la société ; (iii) l'acte local statutaire de la société ; (iv) la convention collective. Les employés ne pourront pas influencer directement les décisions du conseil d'administration de la société dans la mesure où ils ne disposent que d'une voie consultative. Le syndicat ou une autre organisation représentant les employés peut désigner les employés qui participeront à ces réunions. Si les employés qui y participent divulguent des informations concernant un secret protégé par la loi dont ils ont eut connaissance dans le cadre ces réunions, leur responsabilité peut être engagée.

2 Entrée sans visa en Russie pour les détenteurs du Fan ID de la FIFA 2018

La Loi permettant aux détenteurs étrangers du Fan ID d'entrer en Russie sans visa est entrée en vigueur le 3 août 2018 :

Le Fan ID est un document qui donnait accès aux stades russes pendant la Coupe du Monde de la FIFA 2018.

Selon la Loi, les étrangers étant venus en Russie pendant la Coupe du Monde de la FIFA 2018 ont le droit d'entrer en Russie et de la quitter sans visa jusqu'à la fin de 2018, c'est-à-dire que les étrangers peuvent venir en Russie sans délivrance d'un visa à des fins touristiques en 2018.

3 Nouvelles exigences concernant l'enregistrement des étrangers en Russie

La Loi apportant des amendements à la procédure d'enregistrement des étrangers en Russie est entrée en vigueur le 8 juillet 2018.

La Loi exige qu'un étranger doit être enregistré à l'adresse où il séjourne/réside **de fait** en Russie. Les étrangers peuvent notamment être enregistrés à l'adresse du/de :

- Logement (appartement, etc.) où il/elle réside de fait ;
- Hôtel, camping, resort spa, etc. de même que les établissements médicaux où un étranger réside de fait.

Selon la Loi, un étranger peut être enregistré à l'adresse du siège de la personne morale l'employant (ou à l'adresse des locaux de la personne morale l'employant) **à condition** que l'étranger y séjourne/réside effectivement.

La Loi n'a pas d'effet rétroactif. C'est-à-dire que selon les nouvelles règles, les étrangers déjà enregistrés à l'adresse de leur employeur (même s'ils n'y séjournent/résident pas de fait) n'ont pas l'obligation de s'enregistrer à nouveau tant que leur carte de migration reste valide.

4 Mesure disciplinaire pour non-respect de la législation anticorruption

La Loi amendant le Code du travail russe est entrée en vigueur le 14 août 2018.

La Loi stipule que les délits de corruption constituent un type particulier de délits disciplinaires, dont le délai de prescription est prolongé de **trois ans**. Selon le Code du travail russe, les délits de corruption sont les violations aux restrictions et la non-exécution des obligations imposées par la législation russe de la lutte contre la corruption.

5 Nouvelles obligations pour les parties invitant les étrangers en Russie

La Loi introduisant les nouveaux types d'obligations à l'égard des « parties invitant les étrangers » (« **Parties Invitantes** ») a été adoptée et entrera en vigueur le 16 janvier 2019.

La Loi introduisant les nouvelles obligations à l'égard les Parties Invitantes a pour but de prévenir les infractions sur la législation sur la migration par les étrangers. La Partie Invitante doit prendre des mesures pour assurer le départ de Russie dans les délais impartis de la personne invitée à la fin de son séjour (selon le visa). Aussi, la Partie Invitante doit prendre les mesures pour que la personne invitée respecte le but déclaré de sa visite en Russie (par exemple, une personne entrée en Russie en vertu d'un visa d'affaires ne peut pas participer à des activités d'engagement en Russie).

La Loi établit une nouvelle forme de responsabilité administrative à l'égard des Parties Invitantes pour le non-respect des obligations mentionnées ci-dessus :

- Pour les personnes physiques : de 2 000 roubles (environ 25 euros) à 4 000 roubles (environ 50 euros) ;
- Pour les cadres de personnes morales (par exemple le Directeur général) : de 45 000 roubles (environ 562 euros) à 50 000 roubles (environ 625 euros) ;
- Pour les personnes morales : de 450 000 roubles (environ 5 625 euros) à 500 000 roubles (environ 6 250 euros).

6 Nouveaux motifs d'inspection de contrôle extraordinaire par l'Inspection du travail de l'État.

La Loi établissant les nouveaux motifs de contrôle extraordinaire par l'Inspection du travail d'État est entrée en vigueur le 11 janvier 2018.

Selon la Loi, l'Inspection du travail d'État peut effectuer des inspections auprès d'employeurs dans des cas particuliers. Les motifs de ces inspections sont les suivants : (1) évasion intentionnelle de la conclusion d'un contrat de travail avec un employé ; (2) conclusion d'un contrat de travail avec un employé sous une forme inappropriée ; (3) conclusion d'un contrat civil (par exemple la prestation de services, de consultations, etc.) régissant en réalité des relations à caractère professionnel entre l'employeur et l'employé. La principale nouveauté réside dans le fait que l'employeur ne sera pas avisé à l'avance des inspections effectuées sur les motifs mentionnés ci-dessus.

Les inspections effectuées sur les motifs mentionnés ci-dessus peuvent être effectuées sans accord préalable du Parquet (normalement cet accord est requis pour effectuer l'inspection d'une personne morale par l'Inspection du travail d'État).



Irina Anyukhina

Partenaire, Droit du travail

E: ianyukhina@alrud.com

*Cabinet Juridique de l'année en Russie selon Who's Who Legal Awards 2016, 2017, 2018;
Meilleur Cabinet Juridique National en Russie selon The Lawyer European Awards 2015 ;
Positions fortes dans les classements Chambers Global & Europe, Chambers HNW, Legal 500, IFLR1000.*

